

## Section de l'HERAULT

### Déclaration liminaire CTL du 16 Octobre 2014

Le gouvernement persiste à mener une politique d'austérité dont les effets dévastateurs pèsent lourdement sur les salariés et, par conséquence, sur les recettes fiscales et sociales. Ainsi, dans le cadre du pacte de responsabilité, et afin de donner des gages aux marchés financiers comme à un patronat dont les exigences n'ont plus de limite, le gouvernement prévoit 1,4 milliard d'économies sur la masse salariale des fonctionnaires

La Direction Générale des Finances Publiques a osé profiter de l'harmonisation des régimes indemnitaires pour diminuer la rémunération de certains de ses agents.

Pendant ce temps, les attaques contre le statut des fonctionnaires sont alimentées par les discours nombreux de politiques de tous bords. Le Syndicat **F.O.-DGFIP** réaffirme que le Statut général des Fonctionnaires ne constitue en aucun cas un privilège. Il est au contraire le garant de la neutralité et de l'indépendance du fonctionnaire, dans l'exercice de ses missions, donc le garant de l'égalité de traitement du citoyen.

C'est le moment que choisit le gouvernement pour mettre en place le Conseil National du service public. Il s'agit, sans équivoque, d'une nouvelle parodie de dialogue social .. Parallèlement, la Ministre de la Fonction publique lance une « négociation » intitulée « Avenir de la Fonction publique » dont l'objectif est de substituer aux statuts particuliers un statut « trans-fonction publique » et permettre la mobilité forcée des fonctionnaires (État, Territoriaux et hospitaliers). Force Ouvrière condamne et rejette d'ores et déjà cette logique, dangereuse pour le Service Public républicain.

À la DGFIP, de restrictions budgétaires en réductions d'emplois, les postes et services sont aujourd'hui au bord de l'implosion alors que la charge de travail augmente partout et que les attentes des usagers n'ont jamais été aussi fortes. Dans un contexte exacerbé de « ras-le-bol fiscal », largement entretenu par les politiques et les médias, les personnels subissent chaque jour insultes, sarcasmes et quolibets de la part de certains contribuables et usagers exaspérés. Ces dernières semaines, des actes de destruction répétés contre des Centres des Finances Publiques témoignent de la gravité de la situation.

Comme seule réponse, la Direction Générale propose une diminution des plages d'ouverture au public. Une telle décision ne résoudrait pourtant en rien les problèmes de conditions de travail. Elle aboutirait au contraire à concentrer les problèmes sur un laps de temps plus réduit en allongeant les files d'attente, en exaspérant encore plus les usagers et en dégradant davantage les conditions de travail.

En prenant comme prétexte l'amélioration des conditions de travail, la Direction Générale n'a d'autre but que de réduire le service public et de justifier également les fermetures et les regroupements de services conformément aux orientations de la démarche stratégique. D'ailleurs, la Direction Générale ne cache plus que son objectif est la suppression de 850 postes à l'horizon 2018. **F.O.-DGFIP** refuse catégoriquement toutes ces suppressions qui vont réorganiser le réseau des postes comptables au détriment du maillage territorial.

C'est dans ce contexte de rentrée exécrationnelle que la démarche stratégique va se dévoiler dans les directions locales. Qu'en est-il pour l'Hérault ? Allez-vous enfin jouer cartes sur table sur vos projets

de rationalisation du réseau ? Ou devons-nous continuer à deviner vos projets à mesure que les remontées nous parviennent du terrain , comme par exemple sur le poste de Capestang pour ne citer que ce site?

Pour **F.O.-DGFIP**, défendre la présence de tous les services sur le territoire, c'est éviter, pour demain, la mobilité forcée des personnels, préserver les possibilités de promotions et un déroulement de carrière attractif pour tous.

La mission de l'accueil devient insupportable à mesure que l'on supprime les emplois et que la crise sociale s'installe.

Aujourd'hui les visites de sites que nous faisons mettent en exergue toutes le ressenti des agents. Nous nous faisons l'écho du mécontentement des collègues qui , dans les services, ont le sentiment d'une gestion approximative des récentes conditions météorologiques. En effet, comment ne pas être surpris par les différentes consignes départementales ou locales qui ont été données à l'encontre du bon sens. Comme par exemple, le responsable qui part le premier, aucune consigne de confinement pendant l'alerte rouge etc...Certes lors du premier épisode la DRFIP a pris l'eau et s'est trouvée en alerte inhabituelle ce qui n'a pas facilité les relations entre la direction et les services et postes du département., malgré, et nous tenons à le souligner, la meilleure volonté des agents des services communs et logistiques.

Nous aurions beaucoup à rajouter mais les autres points pourrons être évoqués en questions diverses sans préjuger de leur importance.

**Les élus FO au CTL de l'Hérault**